



**Conseil économique
et social**

PROVISOIRE

Réservé aux participants

E/1994/SR.8

14 juin 1994

FRANCAIS

ORIGINAL : ESPAGNOL

Session extraordinaire

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 8e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le lundi 6 juin 1994, à 15 heures

Président : M. MARKER (Pakistan)
(Président par intérim)

SOMMAIRE

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Bureau des services de conférence, bureau DC2-794, 2 United Nations Plaza.

La séance est ouverte à 15 h 25.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (E/1994/72)

Le PRESIDENT appelle l'attention des participants sur l'ordre du jour provisoire de la session extraordinaire, publié sous la cote E/1994/72.

L'ordre du jour est adopté.

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME (E/1994/24/Add.2 et E/1994/L.8)

Le PRESIDENT appelle l'attention du Conseil sur le rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa troisième session extraordinaire (E/1994/24/Add.2), dont le chapitre premier recommande l'adoption par le Conseil d'un projet de décision intitulé "La situation des droits de l'homme au Rwanda". Dans cette décision, le Conseil est invité à entériner la résolution S-3/1 adoptée par la Commission des droits de l'homme. Le Président appelle également l'attention du Conseil sur l'état des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme de cette résolution (E/1994/L.8) et propose que, étant donné l'urgence de la situation et les contraintes de temps, le Conseil adopte immédiatement le projet de résolution.

M. VASSILAKIS (Grèce), intervenant au nom de l'Union européenne pour expliquer son vote avant le scrutin, dit que l'Union européenne tient à rappeler que toutes les personnes qui ont perpétré, encouragé ou autorisé des actes de génocide et autres violations du droit humanitaire international sont individuellement responsables et devront répondre personnellement de ces actes et violations. La communauté internationale ne doit ménager aucun effort pour mettre fin à cette tragédie; il faut que les hostilités cessent pour que le processus de négociation entamé à Arusha puisse reprendre.

L'Union européenne appelle les autorités du Rwanda à condamner publiquement et à faire cesser les violations des droits de l'homme commises par la milice, les éléments des forces armées et la garde présidentielle et à veiller à ce que les droits de l'homme de toutes les personnes qui relèvent de leur juridiction, quelle que soit leur origine ethnique, soient pleinement respectés. Elle engage en outre le Front patriotique rwandais à empêcher les personnes passées sous son commandement de commettre des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international et prie instamment toutes les parties de coopérer avec la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR).

L'Union européenne se félicite de la nomination de M. René Degni Segui au poste de Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme pour le

/...

(M. Vassilakis, Grèce)

Rwanda et de la promptitude avec laquelle le Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme s'est rendu au Rwanda et dans les pays voisins. Le Conseil économique et social doit appuyer le mandat du Rapporteur spécial pour lui permettre de se rendre immédiatement au Rwanda. L'Union européenne invite toutes les parties au conflit à collaborer avec le Rapporteur spécial dans l'exécution de son mandat.

L'Union européenne pense que le Rapporteur spécial doit être secondé par une équipe d'agents de terrain spécialisés dans les droits de l'homme, qui opéreront en étroite coordination avec la MINUAR et institutions et programmes des Nations Unies qui travaillent au Rwanda, et demande que les ressources financières et humaines nécessaires soient mobilisées sans délai pour permettre l'exécution des activités prévues dans la résolution. L'Union européenne est prête à accroître son aide humanitaire et continuera d'apporter une assistance immédiate aux réfugiés dans les pays voisins. De plus, elle va envoyer dès que possible dans les pays voisins du Rwanda une mission, au niveau des ministres responsables du développement, pour évaluer la situation humanitaire créée par l'afflux de réfugiés.

M. TROTTIER (Canada) dit que son pays, qui a joué un rôle actif dans la convocation et la tenue d'une session extraordinaire de la Commission des droits de l'homme, pense qu'il faut tout faire pour mettre fin aux souffrances du peuple rwandais. Avec la résolution adoptée par la Commission, qui prévoit entre autres la nomination d'un Rapporteur spécial, les mécanismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme s'associent pleinement à l'effort global de la communauté internationale pour faire face à cette tragédie. L'appui du Conseil économique et social est indispensable pour que le Rapporteur spécial puisse entreprendre ses travaux immédiatement.

Le Canada se félicite de l'esprit d'initiative et du courage manifestés par le Haut Commissaire dans cette situation des plus difficiles. Ses actions justifient la création du poste auquel il a été nommé et témoignent de la sagesse qui a présidé au choix d'une personne qui s'est révélée aussi compétente.

La délégation canadienne est d'avis que l'appui massif exprimé par les Etats de toutes les régions pour la convocation d'une session extraordinaire de la Commission des droits de l'homme, ainsi que pour la résolution sur le Rwanda, puis l'adoption, à l'unanimité, de cette résolution, montrent la volonté de la communauté internationale de défendre les droits de l'homme dans la tragédie du

/...

(M. Trottier, Canada)

Rwanda et elle engage le Conseil économique et social à entériner sans délai la résolution de la Commission des droits de l'homme.

M. ORDJONIKIDZE (Fédération de Russie) dit que la communauté internationale doit faire tout son possible pour mettre fin au bain de sang au Rwanda et pour éviter que cela ne se reproduise. La Russie participe activement aux mesures visant à faire cesser la guerre sanglante qui sévit au Rwanda et a appuyé la résolution 918 (1994) adoptée par le Conseil de sécurité le 17 mai 1994 en vue d'un règlement pacifique du conflit. La Fédération de Russie a aussi appuyé l'initiative du Haut Commissaire pour les droits de l'homme et du Gouvernement du Canada pour la convocation d'une session extraordinaire de la Commission des droits de l'homme; la résolution adoptée par cette commission constitue un plan d'action détaillé pour la communauté internationale.

La délégation russe estime qu'il est extrêmement important de nommer un Rapporteur spécial, pour une période initiale d'un an, pour enquêter sur la situation des droits de l'homme au Rwanda. Il importe aussi de donner au Haut Commissaire un mandat précis concernant la situation du Rwanda, en particulier pour que les activités visant à régler le conflit et à instaurer la paix fassent une large place aux droits de l'homme; en outre, il faut que ce processus soit efficacement appuyé par un large programme d'action en faveur des droits de l'homme. Il convient de se féliciter que la Commission ait lancé un avertissement ferme à tous ceux qui sont responsables de violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international et notamment à ceux qui ont commis des actes de génocide, pour leur faire savoir qu'ils devront répondre de leurs actes.

La Fédération de Russie est vivement opposée à toute tentative de régler le conflit rwandais par la force et souhaite une cessation immédiate des hostilités et des actes de violence au Rwanda. Elle est disposée à coordonner ses actions, aux niveaux multilatéral et bilatéral, avec tous les membres de la communauté internationale, l'Organisation de l'unité africaine et les Etats d'Afrique.

La délégation russe exhorte tous les Etats à soutenir unanimement la recommandation demandant que le Conseil économique et social adopte la résolution S-3/1 du 25 mai 1994 de la Commission des droits de l'homme. Toutefois, il convient de ne pas perdre de vue les incidences administratives et les incidences sur le budget-programme, étant donné les difficultés financières de l'Organisation, et de veiller à ce que la mise en oeuvre de mesures efficaces n'entraîne pas des frais disproportionnés.

/...

M. BLANEY (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation soutient sans réserve la résolution adoptée par la Commission des droits de l'homme à sa session extraordinaire. La communauté internationale doit agir d'urgence sur différents fronts : mettre fin au massacre, instaurer un cessez-le-feu, fournir une aide humanitaire, faciliter des négociations fructueuses et aider à enquêter sur les atrocités. Elle doit aussi examiner les mesures qui pourraient être prises pour permettre une réconciliation durable et réparer les effets du carnage.

C'est pour ces différentes raisons que le Gouvernement des Etats-Unis a fermement appuyé la recommandation du Haut Commissaire pour les droits de l'homme de convoquer une session extraordinaire de la Commission des droits de l'homme sur le Rwanda. Sa délégation tenait à féliciter les dirigeants du Cameroun, du Canada et du Nigéria pour la position qu'ils avaient adoptée durant la session extraordinaire, ainsi que le Conseil de sécurité, le Département des affaires humanitaires, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme et le Représentant spécial pour leur contribution majeure à la réponse à la tragédie du Rwanda. Elle rend hommage également aux efforts déployés par le Comité international de la Croix-Rouge pour protéger les civils et les personnes déplacées à l'intérieur du Rwanda.

Les Etats-Unis sont très favorables à la résolution instituant un embargo sur les armes à destination du Rwanda et à l'élargissement du mandat de la MINUAR pour faciliter la fourniture d'aide humanitaire et la protection des populations civiles menacées. Les Etats-Unis ont accordé plus de 50 millions de dollars de secours humanitaire à cette région et invitent tous les gouvernements à examiner ce qu'ils peuvent faire pour soutenir les opérations de secours humanitaire.

Les Etats-Unis pensent eux aussi que l'aspect des droits de l'homme ne doit pas être négligé dans le cadre des mesures adoptées pour le Rwanda, car ce n'est qu'ainsi qu'on pourra mettre fin aux combats d'une manière durable. La délégation des Etats-Unis lance un appel pour l'envoi immédiat d'une équipe d'observateurs des droits de l'homme, sous les auspices des Nations Unies, non seulement pour recueillir des informations sur le terrain, mais aussi parce que leur seule présence devrait faciliter les négociations et inciter les parties à poser les armes. Cela dit, il convient d'exiger que tous les responsables des violations massives des droits de l'homme répondent de leurs actes, qu'ils se

/...

(M. Blaney, Etats-Unis d'Amérique)

trouvent au Rwanda ou ailleurs dans le monde. La communauté internationale doit saisir cette occasion de réaffirmer son attachement à l'universalité des droits de l'homme et au refus de la violence politique et de la haine ethnique. La délégation des Etats-Unis regrette qu'on ait perdu près de deux semaines dans l'exécution de ce mandat essentiel de la Commission des droits de l'homme et recommande qu'on recherche des moyens d'accélérer le processus, en particulier dans les situations d'urgence.

M. RAMIREZ de ESTENOZ (Cuba) réaffirme les préoccupations de Cuba en ce qui concerne les événements tragiques du Rwanda, même si Cuba pense que c'est avant tout au peuple rwandais qu'il appartient de trouver lui-même une solution au conflit. Cela suppose non seulement un cessez-le-feu immédiat et l'ouverture d'un processus de dialogue et de négociation entre les parties au conflit, mais aussi la mise en oeuvre intégrale de l'accord de paix d'Arusha et la reconnaissance du rôle important de l'Organisation de l'unité africaine et de ses Etats membres.

La délégation cubaine se trouve face à un dilemme majeur : soit adopter la recommandation de prendre une décision et d'agir pour mettre fin à des violations massives des droits de l'homme, en entérinant ainsi des notions et des liens imposés qui faussent le mandat et les fonctions assignés aux différents organes de l'Organisation des Nations Unies par la Charte, soit rejeter la recommandation et se taire devant tant de souffrances humaines et de mort. Elle s'estime tenue d'agir et condamne cette tragédie sans hésitation, mais se sent aussi obligée de dénoncer la duplicité de ceux qui, d'une part, se soustraient à tout engagement officiel dans les régions qui ne présentent pas d'intérêts stratégiques pour eux, et d'autre part essaient de retirer des dividendes politiques de situations extrêmement graves, créant ainsi de dangereux précédents qui compromettent la crédibilité et le fonctionnement des organes des Nations Unies.

Le lien qu'établit la résolution S-3/1 entre la Commission des droits de l'homme et le Conseil de sécurité est totalement inacceptable pour la délégation cubaine, de même que les références à des notions controversées de diplomatie préventive qui sont ainsi entérinées. Les Etats Membres doivent être conscients qu'il ne s'agit pas d'un cas isolé, loin de là; au contraire, ce procédé s'inscrit dans une stratégie globale visant à placer certains organes des Nations Unies et l'Organisation elle-même au-dessus de la souveraineté de ses Etats Membres.

/...

(M. Ramirez de Estenoz, Cuba)

Cuba ne s'opposera pas à l'adoption par consensus de la recommandation de la Commission des droits de l'homme au Conseil, mais en d'autres circonstances elle pourrait difficilement adopter les paragraphes 9, 19, 20 et 21 du préambule et les paragraphes 11, 23 et 24 du dispositif.

M. KHAN (Pakistan) dit que son gouvernement a observé avec la plus grande alarme les violations massives des droits de l'homme au Rwanda et s'est efforcé d'agir dans le cadre du Conseil de sécurité pour mettre fin à cette orgie de sang. Malheureusement, la situation a continué de s'aggraver. La demande formulée par le Gouvernement du Canada de convoquer une session extraordinaire de la Commission des droits de l'homme était très opportune. La majorité des membres de la Commission avaient montré que la communauté internationale ne tolérerait pas de violations massives des droits de l'homme, nulle part dans le monde, et, en condamnant fermement toutes les violations des droits de l'homme au Rwanda, la Commission avait non souligné l'ampleur du problème mais aussi établi un précédent pour une intervention internationale prompte dans un pays dévoré par les flammes d'un conflit ethnique et politique. La session extraordinaire a aussi joué un rôle de catalyseur en facilitant un dialogue constructif entre la Commission et le Conseil de sécurité en vue de coordonner l'action des Nations Unies pour protéger des vies civiles innocentes. En insistant sur les responsabilités individuelles dans le cas des violations des droits de l'homme au Rwanda, la Commission a contribué à renforcer la notion de responsabilité devant la communauté internationale. Le Pakistan soutient sans réserve la décision de nommer un Rapporteur spécial et d'employer les mécanismes existants dans le domaine des droits de l'homme. Le Gouvernement pakistanaïse se félicite de la nomination de M. René Degni Segui au poste de Rapporteur spécial et ne doute pas qu'il complétera et parachèvera la mission ambitieuse du Haut Commissaire pour les droits de l'homme et s'acquittera des tâches que lui a confiées la communauté internationale. En conséquence, le Pakistan souscrit sans réserve au projet de décision et invite le Conseil économique et social à l'adopter sans délai.

Mme RAVN (Norvège), parlant au nom des pays nordiques, dit que le peuple du Rwanda est victime d'une violence insensée et de souffrances indicibles, et appuie sans réserve la mise en oeuvre immédiate des résolutions 912 (1994) et 918 (1994) du Conseil de sécurité qui engagent toutes les parties au conflit à mettre fin immédiatement aux hostilités et à convenir d'un cessez-le-feu. Les pays nordiques se félicitent du rôle joué par le Haut

/...

(Mme Ravn, Norvège)

Commissaire pour les droits de l'homme et souscrivent pleinement aux recommandations formulées dans son rapport. Ils accueillent avec satisfaction la nomination de M. René Degni Segui au poste de Rapporteur spécial chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme au Rwanda et le mandat qui lui a été confié.

Les pays nordiques jugent très positif que ce mandat invite le Rapporteur spécial à rassembler et à organiser systématiquement des renseignements sur les éventuelles violations des droits de l'homme et à mettre ces renseignements à la disposition du Secrétaire général. Il importe de déterminer les responsabilités individuelles et de sanctionner ceux qui ont commis ces abus ou qui y ont contribué. Cette tâche devrait être confiée aux systèmes juridiques nationaux, mais les événements du Rwanda soulignent une fois de plus la nécessité de créer un Tribunal criminel international.

En conséquence, Mme Ravn espère que le Conseil économique et social entérinera, à sa session extraordinaire, la décision de la Commission des droits de l'homme relative à la création du poste de rapporteur spécial pour le Rwanda et qu'on pourra obtenir les ressources financières et humaines nécessaires pour l'application de la résolution de la Commission. Le dispositif concernant les droits de l'homme devrait être lié à un processus politique et aux efforts de maintien de la paix au Rwanda. Dans la reconstruction consécutive au conflit, il faudra veiller au respect de l'Etat de droit et à la protection des minorités dans le pays.

Mme HORIUCHI (Japon) dit que son gouvernement est très préoccupé par la situation du Rwanda, qui a entraîné le massacre de tant d'innocents et des violations flagrantes des droits fondamentaux de l'homme. Il condamne fermement ces violations et espère que le respect des droits de l'homme sera immédiatement restauré.

Le Gouvernement japonais se félicite de la convocation très rapide d'une session extraordinaire de la Commission des droits de l'homme sur la situation au Rwanda et de la résolution qu'elle a adoptée par consensus. Il convient de rendre hommage à l'initiative du Gouvernement canadien qui a proposé d'organiser cette session extraordinaire, ainsi qu'aux efforts des pays africains qui ont contribué à l'adoption de la résolution par consensus.

La délégation japonaise accueille avec satisfaction la nomination de M. Degni Segui au poste de Rapporteur spécial et espère qu'il pourra se rendre au Rwanda dès que possible et faire rapport à la Commission conformément à la

/...

(M. Horiuchi, Japon)

résolution. Pour sa part, le Gouvernement japonais est prêt à soutenir pleinement les efforts du Rapporteur spécial et espère que le Conseil économique et social entérinera la résolution adoptée par la Commission des droits de l'homme durant l'actuelle session extraordinaire et que le respect des droits de l'homme pourra bientôt être rétabli au Rwanda.

Mme TOMKINSON (Australie) dit que le Gouvernement australien se félicite de la nomination d'un Rapporteur spécial chargé d'enquêter d'urgence sur la situation des droits de l'homme au Rwanda et de recueillir des renseignements sur les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international et sur les crimes contre l'humanité et souscrit à la demande faite au Haut Commissaire pour les droits de l'homme de veiller à ce que toutes les activités futures des Nations Unies concernant le conflit au Rwanda intègrent une composante droits de l'homme. La priorité est de mettre un terme aux violations flagrantes des droits de l'homme; en conséquence, il convient que la Commission des droits de l'homme joue son rôle de façon efficace, en coordination avec le système des Nations Unies.

Le PRESIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objections, il considérera que le Conseil souhaite adopter le projet de résolution figurant dans le chapitre premier du rapport de la Commission des droits de l'homme (E/1994/24/Add.2).

Il en est ainsi décidé.

Mme FENG Cui (Chine) dit que sa délégation est très préoccupée par le conflit au Rwanda et s'est associée au consensus sur la décision que le Conseil vient d'adopter. A son avis, il faut que les deux parties respectent les accords internationaux relatifs aux droits de l'homme et les Conventions de Genève, mettent fin aux massacres de civils et coopèrent avec les institutions qui fournissent une aide humanitaire et protègent la population. Pour éviter la poursuite des violations des libertés et des droits de l'homme fondamentaux, il faut que les deux parties conviennent d'un cessez-le-feu permettant de chercher une solution négociée.

Pour ce qui est de la teneur de la décision que le Conseil vient d'adopter, la délégation chinoise a déjà exprimé sa position durant la troisième session extraordinaire de la Commission et cette position n'a pas changé.

Le PRESIDENT déclare close la session extraordinaire.

La séance est levée à 16 h 10.